

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/FMI-l-obsession-du-gouvernement-mondial>

FMI, l'obsession du gouvernement mondial

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 26 septembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'assemblée annuelle conjointe du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) qui vient de se terminer à fut un opportun rappel à ceux qui ont la mémoire courte. Les crises, les échecs retentissants, les pronostics ratés et la médiocrité de sa technobureaucratie harcelante passent et le FMI continue égal à lui même.

Sans changements, au-delà d'artifices rhétoriques, dans ses conceptions, ses propositions économiques et dans sa stratégie politique. La note négative sur les statistiques publiques [argentines] mise en pied de page dans son rapport sur l'Argentine, au moment où une mission technique travaille avec l'Indec [Organisme officiel argentin de statistiques] comme conseil sur l'élaboration d'un nouvel indice des prix à la consommation au niveau national, montre le comportement traditionnel du FMI : après avoir obtenu une concession, exiger toujours plus. Dans le jargon du football, c'est comme déplacer les buts.

Après le désastre sur l'économie provoqué par ses crédits soumis à révision trimestrielle, l'Argentine a décidé d'annuler la totalité de la dette avec le FMI et a résisté à l'audit annuel sur son économie, évaluation connue comme l'Article IV. Devant la crise de crédibilité de l'Indec générée par la gestion kirchneriste elle-même, le Gouvernement a accepté l'intervention du FMI sur cette seule question pour neutraliser des critiques internes et pour ne pas être en porte à faux face aux observations concernant les pays du G-20 dont elle fait partie comme membre à part entière. Cette concession obtenue, le FMI a durci ses critiques. C'est ce qu'il sait faire le mieux quand l'espace lui est offert, aussi minimal qu'il soit, déployer sa pratique politique cherchant à subordonner les pays, comme ce fut courant dans les années quatre-vingt-dix avec les pays latino-américains endettés, dont l'Argentine.

Jusqu'à l'invitation des techniciens du FMI, pour conseiller l'Indec, le commentaire concis dans le panorama économique mondial ([*World Economic Outlook*](#)) des trois dernières années fut « *des analystes privés estiment que l'indice des prix à la consommation a été considérablement plus important* ». Une mission technique fut convenue, en même temps que se déroule cette coopération, la note en pied d'une page dans le chapitre sur l'économie argentine monte d'un ton. On remarque que « *tant que la qualité des données ne s'est pas améliorée, le staff du FMI utilisera aussi des mesures alternatives de produit national brut et d'inflation pour l'appréciation macroéconomique* ». La différence entre l'une et l'autre déclaration est substantielle. Dans la première, on consigne seulement l'existence d'autres statistiques qui diffèrent des officielles, tandis que dans la dernière on avance que le FMI utilisera les statistiques de sociétés privées d'audit.

Cette décision a une composante politique évidente, avec une faible préoccupation sur la qualité des statistiques au-delà de l'inquiétude intellectuelle du *staff* technique du FMI qui consacre son temps à élaborer un manuel de méthodologie pour les pays membres de l'organisme. Ce facteur politique est mis en évidence quand la production de l'Indec la place à un niveau d'équivalence avec les chiffres élaborés par des économistes du *monde de la finance*. C'est une disproportion conceptuelle sur des statistiques dans des termes techniques. Le problème avec l'indice des prix à la consommation de l'Indec c'est que c'est un motif de débat et de remises en question entre l'opposition et les proches de la majorité. Cette critique nécessaire a acquis en Argentine un caractère supérieur pour plusieurs raisons, des hommes politiques, en passant par les syndicats jusqu'au monde économique-financier, et maintenant aussi judiciaire.

Les observations sur la crédibilité des statistiques publiques sont courantes dans de nombreux pays, même aux États-Unis. Un exercice intéressant est de parcourir le site Web de l'économiste John Williams, [[*Shadow Government Statistics*](#) , -> <http://www.shadowstats.com/>] où on parle de la qualité insuffisante des statistiques US, offrant les chiffres recalculés d'indice des prix, d'emploi et de production qui diffèrent substantiellement des officiels, avec toujours des résultats plus inquiétants pour la population. Il expose et analyse les failles des statistiques

élaborées par les organismes publics, signalant en plus qu'en plusieurs occasions elles ont été manipulées par différents gouvernements. Il est difficile d'imaginer que le FMI mentionne dans ses rapports sur l'économie des États-Unis la production de Williams. Une situation semblable existe dans d'autres économies développées et puissances émergentes.

Avec le cas argentin et le FMI, interviennent d'autres questions liées aux niveaux de promiscuité des années quatre-vingt-dix. La réaction de punir par le biais des statistiques quand une fenêtre de dialogue fut ouverte après des années d'une relation gelée, est liée à la stratégie historique du FMI, dont souffre aujourd'hui la Grèce. Aucune réforme n'est suffisante pour l'économie dévastée du pauvre pays de la Méditerranée. Ils lui demandent toujours plus. C'est une conduite prévisible en tenant en compte des précédents historiques d'un organisme financier international discrédité, repêché de l'ostracisme par les puissances économiques après qu'ait éclatée la crise dite des *subprime* aux États-Unis.

Ce comportement de déplacer le seuil des accords a un circuit de fonctionnement huilé avec une collaboration inestimable depuis l'enceinte locale. D'abord la mission de techniciens débarque dans le pays en exprimant sa bonne volonté de coopérer avec le Gouvernement, après les rencontres formelles avec des fonctionnaires, le parcours de consultations commence avec des économistes et entrepreneurs de tendance néolibérale, pour finir avec un communiqué de convenance avec les autorités. En même temps, leurs critiques orthodoxes filtrent par les médias conservateurs, pour culminer avec un rapport critique du *staff* du FMI, qui est aussi amplifié en même temps par ces mêmes canaux de communication avec l'avertissement que cette évaluation n'est pas du tout bonne pour l'économie du pays. De cette façon, les autorités politiques du FMI exprimeront publiquement leur vocation de maintenir un canal fluide de dialogue avec le Gouvernement, parallèlement à la diffusion de ces documents censurant déjà soit les statistiques soit la politique économique elle-même. Ainsi fonctionne le FMI dans sa recherche de la subordination politique d'abord et économique ensuite, dans ses dictats qui répondent aux intérêts de l'*establishment* local et international.

Cette réédition de l'expérience avec le *Fonds monétaire international* est opportune dans un moment où plusieurs secteurs estiment convenable de revenir au marché volontaire du crédit pour financer une partie des échéances de la dette de l'année prochaine. Le système financier international est encore plus brutal dans cette stratégie de séduction pour ensuite faire pression avec toute sa force pour l'application des postulats de l'orthodoxie économique.

Titre original : Correr el arco

[Página 12](#). Buenos Aires, le 25 septembre 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 25 septembre 2011